

LE DRAPEAU

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Aujourd'hui, monsieur le Président, les Canadiens sont fiers de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de leur drapeau.

Cependant, mardi dernier, ils ont été fort contrariés de ce qu'une motion empreinte de rancœur et d'intolérance ait été présentée à la Chambre les accusant de racisme et de fanatisme.

C'est une chose, fort utile d'ailleurs, de formuler des critiques objectives et de proposer de nouveaux moyens pour lutter contre le racisme et le fanatisme au Canada. Mais c'est une toute autre chose, fort dommageable en plus, de mettre à profit à des fins politiques, comme l'a fait cette motion, des questions délicates pour condamner en bloc nos concitoyens.

L'unité politique et l'intégrité sociale des Canadiens sont des objectifs qui transcendent les considérations partisans, et tout député devrait se sentir solidaire de nos efforts pour réaliser l'unité du pays.

Certes, nous devons tous nous appliquer à faire mieux et davantage. Reconnaissons, cependant, que nous avons déjà beaucoup fait pour édifier une société unique et éclairée dont tous les Canadiens seraient fiers à juste titre.

En tant que députés, nous ne devons rien faire qui puisse contribuer aux tensions raciales et aux conflits linguistiques dans notre pays. Au contraire, cherchons sans relâche à favoriser les efforts de ceux qui veulent réaliser la parfaite unité de notre pays.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, j'ai été absolument consterné d'apprendre hier que la maison Harrod's, à Londres, qui vend des fourrures canadiennes depuis quinze ans, ferme son rayon des fourrures parce que la demande est à la baisse.

Cette fermeture survient immédiatement après que la Compagnie de la Baie d'Hudson eut déménagé sa salle de ventes aux enchères de Londres à Helsinki, mettant ainsi fin à une présence centenaire en Grande-Bretagne.

Ces événements devraient inquiéter tous les Canadiens. Le secteur canadien de la fourrure contribue plus de un milliard de dollars à l'économie nationale et les exportations de fourrures rapportent bien au-delà de 300 millions de dollars au Canada.

Ardent défenseur du secteur canadien de la fourrure, notre gouvernement reconnaît que nos exportations de fourrures aux États-Unis et en Europe sont importantes pour la survie du secteur. La fermeture du rayon des

fourrures de Harrod's n'est pas une bonne nouvelle pour les exportateurs canadiens de fourrures.

J'invite mes collègues députés à collaborer étroitement avec le secteur de la fourrure, les associations de fourreurs et des centaines de localités du Nord qui vivent de la fourrure pour surmonter ce ralentissement temporaire du marché. Ne relâchons pas notre appui à la production de fourrures canadiennes de qualité et nous ne recevrons plus de mauvaises nouvelles de l'étranger, et notamment de l'Europe.

* * *

LE BUDGET

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, les conservateurs préviennent encore une fois les Canadiens de se préparer à un budget sévère qui réduira sans doute davantage les programmes sociaux autrefois sacrés et qui imposera probablement d'autres hausses d'impôts injustes.

Cette année, on a ajouté un élément nouveau à ce scénario éculé: l'obsession du secret. Le ministre des Finances dit qu'il est trop occupé pour tenir ses consultations prébudgétaires habituelles et il retarde la distribution du budget jusqu'après son dépôt. Il contredit ainsi l'opinion de son premier ministre au sujet de la réforme budgétaire. Dans son livre *Telle est ma position*, le premier ministre dit ceci: «Il est reconnu qu'un gouvernement fonctionne mieux lorsqu'il développe un consensus de l'opinion publique» — monsieur le Président, «un consensus de l'opinion publique» — «... Le budget nous tombe du ciel, un beau jour, sans que pratiquement aucun effort n'ait été fait pour en arriver à une entente ou même à une compréhension de ses objectifs principaux.» Le premier ministre dit plus loin: «Aucun système au monde ne peut nous garantir des mauvaises décisions, mais le processus budgétaire actuel contribue de lui-même à la prise de mauvaises décisions.»

Les néo-démocrates sont on ne peut plus d'accord.

* * *

[Français]

L'UNITÉ NATIONALE

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, le débat constitutionnel et les questions linguistiques prennent actuellement beaucoup d'espace sur la scène de notre pays. Je voudrais m'inspirer largement de l'éditorial du journal *La Presse* de ce matin, signé Pierre Gravel, pour inviter les Canadiens au calme et à la pondération dans leurs déclarations et leurs discussions. Actuellement, trop souvent dans nos rapports entre anglophones et francophones, les vexations se multiplient. La moindre initiative prend des allures de déclaration de guerre, la